

## DÉCLARATION FNEC-FP-FO CTA DU 4 SEPTEMBRE 2014

Monsieur Le Recteur,  
Mesdames & Messieurs les membres du CTA,

Tout d'abord, nous voulons souhaiter la bienvenue à Monsieur Le Directeur Académique des Services de L'Education Nationale de la Gironde, Monsieur François Coux, ainsi qu'à celui du Lot & Garonne, Monsieur Dominique Poggioli.

Ensuite, ce CTA exceptionnel se tenant seulement 3 jours après la pré-rentrée, il ne nous est évidemment pas possible de faire une analyse complète et précise de la situation et notre déclaration liminaire sera seulement une synthèse générale des informations qui nous sont déjà remontées des établissements. Nous attendrons le CTA du mois d'octobre pour développer davantage...

Sur le plan national, nous pouvons quand même déjà affirmer que le MEN n'a pas donné de signal positif aux personnels en publiant fin août des décrets que nous avons combattu tout au long de l'année dernière. Nous voulons notamment parler, bien sûr, du décret relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants ainsi que celui portant modification de certains statuts particuliers des personnels enseignants. Aujourd'hui, nous avons un nouveau Ministre, mais visiblement pas une nouvelle politique en matière d'Education Nationale.

Pour cette rentrée dans l'Académie, voici ce que nous avons constaté :

### Dans le premier degré

Dès la rentrée, la réforme des rythmes scolaires dans le 1<sup>er</sup> degré produit déjà ses effets délétères : Classes sans professeurs, professeurs sans classe, horaires variables d'une école à l'autre et d'un jour à l'autre, activités péri éducatives inexistantes, aléatoires et souvent payantes. Des élèves entre 3 et 10 ans ballottés au gré des temps d'enseignement, des TAP, de l'APC, de la garderie, de la cantine et du ramassage scolaire. Les Maires, les Conseils généraux, la

Préfecture, les DSDEN, les parents d'élèves et les collègues... Tout le monde est perdu dans les tuyaux de l'usine à gaz. Ce chaos rend sans objet les tentatives de régulation d'un système devenu incontrôlable. Non contents d'avoir vu leurs obligations de service annualisées, les Professeurs des Ecoles sont en première ligne aux portails des écoles pour essuyer les reproches, voire les insultes, des parents excédés par une réforme inutile et coûteuse dont la FNEC-FP-FO réclame toujours l'abrogation.

### Dans le second degré

Il semble que les effectifs par classe, dans les collèges & lycées, soient très importants. Certains collèges sont obligés de refuser des inscriptions parfois même en séparant des fratries. Certains lycées ne sont pas sûrs de pouvoir fonctionner correctement, ni au niveau emplois du temps « élèves », ni au niveau accueil à la cantine. Alors que les lycées généraux et technologiques ont toujours davantage d'élèves en échec en seconde GT, nous y reviendrons lors du prochain CTA, certains lycées professionnels ont du mal à recruter leurs élèves. La FNEC-FP-FO et son syndicat de l'Enseignement Professionnel, le SNETAA, dénoncent cette situation depuis plusieurs années, mais l'Etat s'entête à vouloir appliquer cette politique d'orientation démagogique, qui ne respecte pas les élèves et qui est contre productive pour l'avenir du pays.

Nos collègues stagiaires, dans beaucoup de cas, ont été affectés dans les établissements sans qu'aucun titulaire n'ait eu la proposition d'être tuteur. Les enseignants ont appris le jour de la pré rentrée, par le chef d'établissement, que l'inspecteur les avait désignés tuteurs... Certains souhaitent refuser. Y aura-t-il des tuteurs pour tous les stagiaires ? La baisse de l'indemnité de tutorat qui semble programmée ne va pas donner envie aux enseignants de se porter volontaires... Mais peut-être que les nouveaux décrets ne leur laisseront pas le choix ?!!?

Pour ce qui concerne encore les stagiaires de cette année, non seulement ils ont une rémunération de début qui est inférieure de 300 € par rapport à ceux de l'année dernière, mais en plus, il semble qu'on cherche à leur imposer une inscription en Master MEEF même lorsque cela ne paraît pas obligatoire... A ce sujet, nous avons écrit à Madame La DRRH et à Monsieur Le Directeur de La Pédagogie pour qu'ils nous éclairent notamment sur l'interprétation qu'ils font de la circulaire du 17 juin 2014 relative aux modalités d'organisation de l'année de stage. Nous attendons avec impatience leur réponse que nous transmettrons aux nombreux stagiaires qui nous ont déjà interpellés sur cette question.

Pour les lycées professionnels, nous avons eu écho de regroupements de classes de niveaux différents, et ceci, même en enseignement professionnel. C'est bien sûr anti pédagogique. Cela ne pourra pas fonctionner. Nous rappelons que les DGH des lycées professionnels ont été attribuées sans respecter les textes officiels. Oui, nous nous souvenons de votre argument lors du CTA de Janvier dernier Monsieur Le Recteur : « Nous ne pouvons pas donner ce que nous n'avons pas... ». Ceci explique peut-être cela...

Pour la deuxième année consécutive, et la dernière nous l'espérons, les organisations syndicales représentatives n'ont pas pu aider les services de la DPE, lors d'un GT ou d'une commission, pour affecter les enseignants contractuels et TZR. Il y a donc eu comme l'année dernière quelques oublis... Quelques erreurs aussi... Nous ne reprochons rien aux services de la DPE qui sont d'ailleurs restés disponibles pour échanger ponctuellement avec nous, mais l'Etat ne peut pas continuer à fonctionner ainsi. Ce n'est ni un fonctionnement sérieux, ni un fonctionnement digne d'une démocratie comme la nôtre.

Globalement, les moyens restent insuffisants pour compenser l'augmentation démographique et nous allons avoir cette année de nouvelles dégradations des conditions de travail.

A noter également que la maintenance des réseaux informatiques dans les établissements va forcément poser des problèmes majeurs très rapidement. Oui, il y a visiblement de moins en moins de volontaires parmi les enseignants pour faire ce travail, faute de moyens ou de compétences...

Voilà Monsieur Le Recteur pour un premier bilan rapide de cette rentrée dans notre académie. Et très bientôt nous serons aussi confrontés aux problèmes dans les SEGPA qui vont découler du nouveau décret sur les missions des enseignants, puis à ceux des LP qui seront victimes de fermetures de sections déjà prévues dans le projet de carte des formations professionnelles.

Monsieur Benoît Hamon avait peut-être préparé cette rentrée, mais visiblement, très mal.

Merci à tous pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO  
Bruno Arbogast & Eric Mouchet